

apprennent à se gouverner eux-mêmes et qu'on leur en fournisse l'occasion. Au point de vue politique et moral, il fallait d'abord sauver l'Allemagne du chaos politique consécutif à la guerre qui a contribué à saper la foi du peuple allemand dans les partis politiques démocratiques au profit des communistes, beaucoup mieux organisés et plus disciplinés.

Les considérations économiques qui poussent les puissances occidentales d'occupation à encourager les Allemands à prendre en mains la conduite de leurs propres affaires sont trop nombreuses pour qu'on les expose en détail. Il suffit de signaler qu'il régnait dans l'industrie et l'agriculture allemandes un tel désordre que, sans la participation active et empressée des Allemands eux-mêmes à leur propre relèvement, on se demande quand l'économie allemande aurait pu se remettre sur pied. Dans l'intervalle, les puissances d'occupation ont dû engager de fortes sommes à seule fin d'y entretenir la vie. D'autre part, en dépit des immenses dégâts causés par la guerre, la puissance industrielle de l'Allemagne est demeurée considérable; bien organisée, elle pourrait contribuer dans une très grande mesure à la restauration de l'Europe, maintenant surtout que l'ERP est en voie d'exécution.

PRINCIPE D'UNITE

L'organisation politique, toutefois, ne constituait qu'une des mesures nécessaires que les Puissances occidentales croyaient devoir prendre en vue de résoudre le problème allemand, aggravé de jour en jour par les impasses auxquelles aboutissaient les quatre Puissances. Une réunion des représentants du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de la France fut donc convoquée à Londres en février pour étudier les nombreuses questions relatives au rétablissement de l'Ouest de l'Allemagne et spécialement la future organisation politique du pays. La Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg furent invités, à titre de voisins intéressés, à discuter ce sujet.

Les recommandations de la réunion de Londres furent incorporées dans un rapport qui obtint l'approbation des Gouvernements représentés à la réunion. Le 6 juin, ces recommandations, y compris celles qui visaient la future organisation politique de l'Allemagne, furent expliquées dans un communiqué où il était dit que les Puissances occidentales n'entendaient pas opérer le démembrement politique de l'Allemagne mais bien plutôt trouver une formule susceptible de réaliser l'unité allemande. On accorderait aux différents Etats allemands l'autorisation de créer, dans un cadre fédéral, des organisations et des institutions politiques communes qui leur permettraient d'assumer les responsabilités gouvernementales compatibles avec le minimum d'exigences requises par l'occupation et le contrôle.

Pour atteindre ces fins, il a été convenu que les gouverneurs militaires conféreraient avec les ministres-présidents des Etats allemands de l'Ouest. Les détails des propositions des Puissances occidentales seraient ensuite soumis aux ministres-présidents et ceux-ci seraient autorisés à convoquer une Assemblée constituante afin de rédiger une constitution sujette à l'approbation des Etats allemands intéressés. Les délégués seraient choisis selon une méthode déterminée par la législature de chaque Etat.